

ont le savoir, l'esprit d'initiative, l'esprit créateur et l'audace qu'il faut pour mettre en valeur les ressources abondantes dont tous les coins du pays sont dotés. Il en est de même dans l'industrie pétrolière. Le développement économique de la Grande-Bretagne provient de la transformation de matières premières achetées à vil prix dans le monde entier, et de la vente des produits finis sur un marché exclusif.

Au Canada, d'autre part, nous avons les matières premières. Nous avons donc besoin de capital dans le secteur privé pour transformer nos propres matières premières en produits finis et pour posséder nos propres industries afin de créer de l'emploi pour les Canadiens. Je dis créer de l'emploi pour tous les Canadiens. Comme je l'ai dit un jour à Drumheller, lorsque les mines de charbon sont fermées, les mineurs sont en chômage.

● (5.00 p.m.)

Seuls la production et le commerce peuvent accroître le produit national brut pour permettre à notre grand pays d'assurer aux gens les services et les chances égales qu'ils exigent. Si le gouvernement canadien continue d'accroître les impôts sur les successions et de réduire les exemptions, les capitaux se faisant de plus en plus rares, les États-Unis finiront par posséder encore plus de nos industries qu'ils n'en possèdent déjà. Le rapport Watkins sera jeté dans la poussière de charbon. Carter a dit: prélevez des impôts mais donnez des services. Les députés du N.P.D. parlent des pays scandinaves. Lors de mon séjour au Danemark, j'ai parlé aux chauffeurs de taxis qui m'ont assuré qu'aucune possibilité ne leur était offerte.

Un plus grand nombre d'entreprises commerciales, de fermes, de ranchs, de mines, d'industries seront vendus à l'encan et passeront aux mains d'Américains. Je n'ai pas les chiffres devant moi, mais, je le répète, bien des fermes en Saskatchewan, au Manitoba et en Alberta, sont déjà aux mains de compagnies américaines. Comme le dit Carter, que voulez-vous que l'on fasse s'il faut vendre la ferme, le ranch, ou le petit commerce pour acquitter des droits de succession exorbitants. Suggestion: vendez-les, débarrassez-vous des employés.

Aujourd'hui, si l'on veut une entreprise agricole, un ranch ou un petit commerce rentable, il faut investir au moins \$250,000. Cela ne me fait pas peur. Si l'on additionne le prix des terrains dans les régions rurales, ou dans les régions urbaines au prix de l'équipement agricole ou commercial, on verra que je ne mens pas.

Examinons maintenant certains chiffres. Je tiens à les consigner au compte rendu car certains éléments de ce bill ont été déformés.

[M. Woolliams.]

Prenons une succession évaluée à \$100,000 et qui doit être léguée à deux fils de 25 ans. Ne me demandez pas ce qui arriverait si leur âge variait d'un an à 25 ans; il faudrait un ordinateur pour calculer cela. Pour une succession de \$100,000, l'impôt serait de \$8,700 aux termes de la mesure proposée. Pour une succession de \$150,000, il serait de \$21,000; pour une succession de \$200,000, de \$36,200; pour une succession de \$300,000, de \$75,700. Cela représente une augmentation de 25 p. 100 par rapport à l'ancien taux. Pour une succession de \$500,000, l'impôt serait de \$174,200, soit une augmentation de 40 p. 100. Pour une succession de \$750,000, il serait de \$299,200, 40 p. 100 de plus. Pour une succession de 1 million de dollars, il serait de \$424,200, 35 p. 100 de plus. Pour n'importe quelle petite industrie, dans les milieux commerciaux ordinaires, 1 million de dollars n'est pas beaucoup. Si vous avez une presse à imprimer à Calgary ou à Toronto, un investissement de 1 million n'est plus une grosse affaire.

Une voix: Qu'est-ce qu'un million?

M. Woolliams: Je suis heureux qu'un libéral ait crié cela. C'est ce qu'avait dit C. D. Howe. Mais l'impôt sur un million est de \$424,000. Ce bill a pour effet de rogner les capitaux de sorte que les enfants devront emprunter de l'argent dans un monde où règne la concurrence, où l'on a affaire aux syndicats et compter avec la main-d'œuvre. Je ne m'en plains pas, mais il est difficile de survivre. Ces chiffres ne révèlent pas tout. Si la succession d'un mari s'élève à \$200,000 et que la femme ait hérité de \$20,000 au cours de sa vie, disons de son père, et qu'elle désire garder son héritage dans sa famille, le taux d'imposition sur sa succession portera sur le montant total de \$220,000. Le taux ne peut être de 100 p. 100. Le ministre des Finances (M. Benson) déclare avec bonté que lorsque les enfants auront le magot, ils ne payeront que 50 p. 100.

Les ordinateurs du ministre vont être tenus occupés à mémoriser notre numéro de sécurité sociale afin que personne ne puisse échapper à la hache de la sécurité sociale. Lors de la distribution des cartes de sécurité sociale, on nous avait dit qu'elles seraient sans conséquence. Aujourd'hui, voilà que le numéro passe dans la machine. Mademoiselle Judy LaMarsh admet dans son livre qu'elle a dressé la liste de tous les Canadiens par leur numéro. Voilà la camisole de sécurité sociale que nous avons revêtue et ce à quoi souscrivent nos bons amis. Le temps ne me permet pas d'entrer dans le détail de la fiducie entre mari et femme, mais une chose est certaine: la pilule Carter d'entité familiale a été remise à tous les Canadiens et le gouvernement leur dit de l'avaler. C'est le traitement à l'huile de